



European Economic
and Social Committee

BLOG by the President

02/04/20

Blog de Luca Jahier, président du Comité économique et social européen

L'Europe doit jouer un rôle moteur pour éviter l'effet boomerang d'une épidémie de coronavirus en Afrique

Pour un continent comptant près de 1,3 milliards d'habitants, l'Afrique a jusqu'à présent été relativement épargnée par la pandémie du COVID-19, avec environ 6 000 cas recensés, pour la plupart en Afrique du Sud et en Algérie, et 200 décès au moment de la rédaction du présent communiqué. Malheureusement, le pire reste à venir.

La semaine dernière, le virus COVID-19 a atteint deux pays en guerre: la Libye et le Mali. Certains pays, comme l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Rwanda, ont commencé à prendre des mesures de confinement. D'autres, notamment le Sénégal et la République démocratique du Congo (RDC), ont déclaré l'état d'urgence et limitent la circulation de leurs citoyens.

Cependant, la distanciation sociale est pratiquement impossible à mettre en œuvre dans les bidonvilles, connus pour leur exiguïté, de même que le lavage des mains lorsque l'eau courante est un luxe. Le nombre croissant des citadins, qui constituent aujourd'hui près de la moitié de la population africaine, éprouvera plus de difficultés à ne pas aller travailler, alors qu'ils ont besoin d'argent pour survivre. Des mesures supplémentaires seront nécessaires et il convient de tirer les leçons des épidémies passées, telles que la crise du virus Ebola de 2014. Les pays africains n'ont pas de temps à perdre et doivent procéder à des tests et un traçage systématiques, et isoler les personnes infectées.

Le nombre des infections augmentant, l'Europe ne peut perdre de vue les dommages que causera le #coronavirus à l'économie africaine, lesquels surpasseront certainement son impact médical. Les gouvernements occidentaux vont intervenir pour soutenir leurs entreprises, mais peu de gouvernements africains disposent des ressources nécessaires pour adopter des trains de mesures visant la relance économique.

Le bien-être d'un milliard de personnes dépendra de la manière dont les gouvernements parviendront à trouver le juste équilibre entre sauver des vies et limiter le préjudice économique sur un continent où plus de 400 millions de personnes vivent avec moins de 2 euros par jour. Plus de 80 % des

exportations africaines sont destinées au reste du monde et environ la moitié de celles-ci sont des matières premières, dont les prix ont chuté. Le tourisme s'est effondré. Les rapatriements de fonds pourraient suivre sous peu la même tendance. Je pourrais continuer à énumérer les perspectives sinistres.

L'Europe doit adopter une stratégie consistant à «tout mettre en œuvre» (#whateverittakes) aussi au bénéfice de l'Afrique, en renforçant l'aide humanitaire, sociale et économique. Cela relève de notre intérêt mutuel et est pleinement en phase avec la nouvelle **stratégie UE-Afrique proposée** il y a seulement quelques semaines, une stratégie qui devra être révisée pour tenir compte des principaux défis posés par le CODIV-19, tandis que d'autres instruments politiques essentiels, comme l'accord post-Cotonou et la zone de libre-échange continentale africaine, seront probablement retardés.

Plusieurs responsables politiques et experts africains ont fait entendre leur voix pour signaler les dangers qui menacent le continent et ont appelé la communauté internationale à réagir de manière appropriée à cette pandémie mondiale sans précédent.

Josep Borrell, le haut représentant de l'Union, a promis que **l'Europe n'oubliera pas son continent frère dans la lutte contre la pandémie**, laquelle pourrait, selon la commissaire Jutta Urpilainen, revenir comme un boomerang vers l'Europe et le reste du monde si rien n'est fait pour aider l'Afrique.

L'Europe est bien placée pour renforcer l'action humanitaire en ouvrant des corridors commerciaux, notamment pour les fournitures médicales et de prévention sanitaire, les denrées alimentaires et les équipements nécessaires à une mise à niveau immédiate des infrastructures de santé, et en veillant à ce que les professionnels de santé disposent d'équipements de protection suffisants, soient formés et puissent travailler dans un environnement sûr.

Il y a quelques jours, les Nations unies ont lancé un plan d'aide humanitaire mondial coordonné de 2 milliards de dollars pour lutter contre le COVID-19 dans certains pays parmi les plus vulnérables du monde. Je suis heureux de constater que ce plan d'aide sera mis en œuvre par les agences des Nations unies, en collaboration avec des organisations de la société civile telles que des ONG internationales et des groupes d'ONG.

De même, les dirigeants du G20 se sont engagés à apporter une réponse mondiale coordonnée et à mettre tout en œuvre pour surmonter la pandémie afin de protéger les populations et leurs moyens de subsistance, de rétablir la confiance et de renforcer la stabilité, actuellement menacée, du commerce et d'autres secteurs. Ils ont également compris qu'il était dans l'intérêt collectif de placer l'Afrique au cœur d'une stratégie en faveur de la santé, de l'économie et de l'emploi afin de planifier la riposte de l'humanité contre le COVID-19 à l'échelle mondiale.

Mettre tout en œuvre (#whateverittakes) pour l'Afrique implique également d'entendre **l'appel du premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, en faveur de la mise en place d'un fonds mondial solide** pour éviter l'effondrement des systèmes de santé, des économies et, là où elle existe déjà, de la stabilité démocratique en Afrique.

L'idée d'injecter des liquidités à hauteur de 1 000 milliards de dollars sous la forme de droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI) et d'une contribution en devises fortes est la bienvenue. Tout comme l'idée de mobiliser 1 000 milliards de dollars supplémentaires en adoptant un «jubilé» sur la dette des pays particulièrement en difficulté, sous la forme d'une suspension du remboursement de la dette de ces pays, suivie d'une réduction significative de celle-ci.

L'Europe doit jouer son rôle avec conviction et travailler main dans la main avec l'Afrique pour élaborer un plan en vue de sa relance, sans quoi d'autres acteurs, comme la Chine, pourraient bien dicter l'avenir, avec des conséquences qui reviendraient vers nous comme un boomerang.

Contacts presse

Daniela Vincenti
Porte-parole du président du CESE
Tél. +32 2 546 82 62
Gsm +32 470 89 22 66

[Courriel](#)